prononcées entre les bénéfiques payables aux survivants de deux hommes ayant reçu la même formation et accomplissant la même tâche—surtout si c'est un travail difficile et dangereux—en cas d'accident. Devant ces écarts tellement marqués, je m'étonne que nous puissions garder des gens engagés à court terme dans nos forces armées.

J'espère qu'avant la fin du débat, le ministre annoncera des mesures prises par le gouvernement pour supprimer la pénalité imposée aux engagés à court terme afin de résoudre ce problème entre officiers permanents et engagés à court terme. Il me paraît vraiment injuste que deux aviateurs du même groupe, participant tous les deux à un régime de pensions, puissent laisser des pensions si différentes à leur famille tout simplement parce que le premier est officier à titre permanent et que le second ne l'est qu'à titre provisoire.

Outre les réductions de personnel et le blocage qui se produisent aux échelons supérieurs, il y a un autre élément d'inquiétude pour le militaire, contrairement à ce qui se passe dans l'industrie ou le domaine des affaires. J'ai l'impression que le ministre est pris à son propre piège ici, car dans le cadre d'une économie active et croissante, il y a des chances d'avancement, des chances de promotion pour ceux qui ont de l'ambition et qui ont la formation voulue. Comparez cette situation avec celle des forces armées, où il existe un blocage aux échelons supérieurs, moyens et inférieurs, en plus des réductions de personnel de ces deux dernières années. Comment un homme énergique, possédant les qualités requises et désireux de se tailler une carrière dans le service militaire peut-il entrevoir quelque avancement avec les mesures actuelles de blocage et de réduction de personnel? J'affirme que le manque d'avancement découlant de la politique d'intégration du ministre est cause de la désintégration du moral que le ministre n'a pas su reconnaître, encore moins résoudre.

On dit que le militaire est un castrat politique, qui a le droit de voter mais non de participer à la politique. Il y a peut-être de bonnes raisons pour limiter certaines activités politiques quoique, à mon avis, certaines de ces raisons soient périmées. Mais je soutiens que rien ne motive un moratoire du moral qui, si on le laisse durer, permettra l'intégration des forces en surface mais sera amorphe sans l'esprit, la couleur et la vigueur issus des peines et des sacrifices passés.

Dans son exposé détaillé, le ministre a manifesté son indifférence car il n'a soufflé mot du moral; le moral est la pierre angulaire de toute armée efficace, quelles que soient les méthodes d'entraînement et de commandement. Son compte rendu était impersonnel. Il était froid. C'était comme un ordinateur. Ces machines sont utiles, mais je crois qu'un homme qui occupe les fonctions responsables de ministre doit, au lieu de traiter les militaires d'une façon impersonnelle, leur faire sentir sa personnalité.

Les forces de l'avenir doivent nécessairement s'appuyer sur les traditions et les exploits du passé. Le ministre nous présente sa politique révolutionnaire d'intégration, sans parler une seule fois du moral des militaires; cela me semble très inquiétant.

M. Schreyer: Monsieur le président, je ne prétends pas être bien renseigné sur les questions concernant la défense nationale, ni même être un spécialiste en la matière, mais comme je me considère en bonne compagnie à cet égard, je voudrais formuler certaines observations. Nombre de députés sont dans la même situation que moi, et de nouveaux membres sont désorientés, déconcertés et perplexes quant à nos possibilités de défense en 1966.

Les Canadiens aussi sont désorientés parce que, d'une part, des déclarations du cabinet du ministre semblaient indiquer que l'intégration avait été une réussite et que les épargnes en découlant pourraient permettre l'achat de plus de quincaillerie, comme dit volontiers le ministre. Mais j'ai d'autre part écouté les députés de l'opposition, celui de Calgary-Nord et mon collègue de Vancouver-Est, et il devient évident que le gouvernement n'est pas parvenu en réalité à affecter aucune de ces présupposées épargnes à l'acquisition d'armes plus nombreuses, meilleures et plus perfectionnées.

Si le personnel a été tellement réduit, pourquoi alors n'a-t-on pas d'argent pour acheter plus d'armes perfectionnées? Le ministère ne peut affecter ses fonds qu'à trois domaines ou à trois fins. La première au paiement du personnel du ministère faisant partie des troupes armées; la deuxième, aux frais d'administration, et la troisième à l'achat d'armes plus perfectionnées.

La réduction du personnel, qui semble affecter dangereusement le moral de nos troupes, doit avoir abouti à des épargnes. Où est allé cet argent? S'il est vrai, comme l'a dit le député de Calgary-Nord l'autre jour,